

|  |  |
| --- | --- |
|  |  |

**ATTESTATION GENERALE**

Projet : ..........

**1 - Identification**

**STRUCTURE**

Nom de la structure / Raison sociale : ..........

Forme juridique / Statut : ..........

N° SIRET : ..........

N° Chorus (les cas échéants) : ..........

Adresse du siège : ..........

Adresse de correspondance (si différente) : ..........

Logo :



**SIGNATAIRE (REPRÉSENTANT LEGAL)**

NOM : ..........

Prénom : ..........

Qualité *(président, directeur…)* : ..........

Tél. : ..........

Courriel : ..........

**CONTACT PROJET**

NOM : ..........

Prénom : ..........

Qualité *(ex. chargé de projet…)* : ..........

Tél. : ..........

Courriel : ..........

**SIGNATURE IXBUS – PARAPHEUR ÉLECTRONIQUE**

La signature d’un contrat à l’OFB est 100% dématérialisée grâce à notre parapheur électronique iXBus.

Le courriel de la personne signataire (ou la personne qui signera, pour elle, par délégation) doit être nominative, les adresses de « structures » (du type « contact@... ») sont refusées. Pour le contact projet, le courriel peut être une adresse générique. Le contact sera informé du lancement du circuit de signature, mais ne pourra pas y participer.

La procédure de signature électronique se déroule comme suit :

1. la personne signataire reçoit un lien de la part de l’OFB ([notifications@ofb.gouv.fr](mailto:notifications@ofb.gouv.fr)) lui permettant d’accéder à l’outil de signature du document – ce mail peut être transféré ;

2. elle reçoit un code de sécurité de Yousign ([notifications@webapp.yousign.com](mailto:notifications@webapp.yousign.com)) – le contenu de ce courriel ne doit pas être partagé ;

3. sur la page de signature du document, cliquer sur le bouton vert « signer » en bas à droite de l’écran ;

4. une fois sur la page de signature, recopier le numéro reçu dans l’encadré dédié, puis entrer sa signature (dessin ou texte), et enfin cliquer sur « signer ».

Dans le cas où je **ne peux pas** utiliser de parapheur électronique, je peux opter pour une signature manuscrite puis envoi par courriel.

En cas de scan d’une signature papier, celui-ci doit être de **bonne qualité, recto-verso, droit et en couleur.**

**2 – Attestation relative à la TVA**

Les dépenses éligibles prises en compte par l’OFB pour le calcul de la subvention sont les charges nettes comptabilisées par le demandeur, déduction faite de la TVA récupérable auprès de l’État (Article 14 du Programme d’Intervention de l’OFB).

Je certifie (NOM, Prénom, Qualité) : ..........

Les informations suivantes, dans le cadre du projet tel que présenté :

**Je certifie que le budget du projet est présenté :**

Hors Taxes

Ou

Par exception, Toutes Taxes Comprises. J’atteste donc de la non-récupération ou non récupération partielle de la TVA ou taxe équivalente dans le cadre du projet. Je certifie donc que :

je ne récupère pas la TVA,

je récupère partiellement la TVA dans le champ d’activité du projet présenté, dans les proportions suivantes : .......... %

**3 – Activité Economique**

Une « activité économique », selon la réglementation européenne, est définie de manière très large comme « toute activité consistant à offrir des biens et des services sur un marché donné et entrant dans le champ concurrentiel ». Elle précise également que « constitue une activité économique toute activité, même en dehors de la recherche de bénéfices, qui participe aux échanges économiques » Au sens de la réglementation communautaire, la notion d’«entreprise » vise toute structure exerçant une activité économique, même marginale, sur un secteur concurrentiel, indépendamment de son statut juridique et de son mode de financement.

**Au regard de cette définition, le projet entre-t-il, dans le champ d’une activité économique ?**

Oui

Non \*

Je ne sais pas \*

**\* Si vous avez coché « non » ou « je ne sais pas », merci de bien vouloir répondre aux questions suivantes :**

Votre **structure** exerce-t-elle une activité économique telle que définie ci-dessus ?

Oui

Non

Si oui, le **projet** entre-t-il dans le champ de cette activité économique ?

Oui

Non

Le **projet** bénéficiera-t-il potentiellement ou de manière certaine d’une **recette commerciale** (vente de produits finis, de marchandises, prestations de services…) ?

Oui

Non

Est-ce que la comptabilité que ma structure a mise en place permet de **distinguer le financement, les coûts et les revenus par type d’activité économique** ou non, et ainsi d’attester que l’activité citée précédemment est gérée séparément de toute activité économique de ma structure ?

Oui

Non

Si le **critère d’activité économique est qualifié**, la subvention constitue une **aide d’État** au sens de la réglementation européenne.

Celle-ci peut :

* entrer dans un **régime d’exemption** à la réglementation sur les aides d’État (Règlement général d’exemption type RGEC de 2014 ou Règlement d’exemption sectoriel type agricole ou aquaculture), qu’il vous appartient de déterminer ou de confirmer en lien avec les services de l’OFB.
* ou elle peut être considérée comme une **aide « *de minimis* ».** Auquel cas, une attestation sur l’ensemble des aides publiques « *de minimis* » que vous avez perçues ou demandées au cours des trois dernières années fiscales sera à joindre au dossier de demande d’aide (modèle disponible à la page suivante).

**4 – Attestation de minimis (le cas échéant)**

Si le critère d’activité économique est qualifié, la subvention constitue une aide d’État au sens de la réglementation européenne.

Le cas échéant et si l’aide s’inscrit dans un plafond d’aides de minimis perçus inférieure à 300 000 € sur les 3 dernières années fiscales de votre structure, elle peut, après examen, émarger au régime d’aide « *de minimis* ». Dans ce cas, merci de bien vouloir remplir l’attestation, ci-dessous, sur l’ensemble des aides publiques « *de minimis* » perçues ou demandées par votre structure au cours des trois dernières années fiscales afin de vérifier le respect de ce plafond.

Je certifie (NOM, Prénom, Qualité) : ..........

Déclarer sur l’honneur l’exactitude et l’exhaustivité des informations mentionnées ci-dessous.

**Aides publiques reçues par la structure au cours des trois dernières années fiscales :**

Je liste ci-dessous l’ensemble des aides publiques dites « *de minimis*[[1]](#footnote-1)» perçues ou demandées au cours des trois dernières années fiscales. Le fondement des aides publiques « *de minimis* » et leurs catégories (générales ou sectorielles) sont spécifiquement mentionnés dans les actes d’attribution de l’aide (convention ou décision de subvention).

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **Date de notification ou de la demande de l’aide** | **Nom du dispositif**  **d’aide *« de minimis »***  *«minimis général»*  *ou sectoriel «agricole» / «pêche et aquaculture» ou «SIEG»* | **Organisme financeur** | **Objet des aides** | **Montant global versé** |
| Aides sur le fondement  *« de minimis »* obtenues au cours des trois dernières années fiscales | .......... | .......... | .......... | .......... | .......... |
| .......... | .......... | .......... | .......... | .......... |
| .......... | .......... | .......... | .......... | .......... |
| Demande d’aide  *« de minimis »* en cours de traitement | .......... | .......... | .......... | .......... | .......... |
| .......... | .......... | .......... | .......... | .......... |
| .......... | .......... | .......... | .......... | .......... |

**aides publiques reçues ou envisagées pour le projet présenté :**

Je liste ci-dessous l’ensemble des aides publiques « *de minimis* » perçues ou demandées dans le cadre du projet.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Descriptif de l’aide**  ***« de minimis »*** | **Nom du dispositif**  *«minimis général»*  *ou sectoriel «agricole» / «pêche et aquaculture» ou «SIEG»* | **Date de notification ou de la demande de l’aide** | **Organisme financeur** | **Montant de l’aide** |
| .......... | .......... | .......... | .......... | .......... |
| .......... | .......... | .......... | .......... | .......... |
| .......... | .......... | .......... | .......... | .......... |
| .......... | .......... | .......... | .......... | .......... |
| .......... | .......... | .......... | .......... | .......... |
| .......... | .......... | .......... | .......... | .......... |

**5 - Engagements**

Je soussigné(e) (*NOM, Prénom, Qualité*) ..........

En ma qualité de :  représentant légal ou  représentant dûment mandaté

* Sollicite l’aide financière de l’Office français de la biodiversité, pour la réalisation du projet objet de cette demande.
* Atteste être habilité pour présenter cette demande d’aide.
* Certifie sur l’honneur l’exactitude des renseignements fournis.
* Certifie que l’opération n’a pas démarré.
* Certifie avoir pris connaissance du contenu du [programme d’intervention](https://www.ofb.gouv.fr/sites/default/files/Fichiers/Doc%20strat%C3%A9giques/programme-intervention-2023.pdf)[[2]](#footnote-2) de l’Office français de la biodiversité.
* Atteste que l’organisme susmentionné est à jour de ses obligations légales, administratives, sociales, fiscales et comptables.
* Atteste que l’organisme est en bonne santé financière, ne fait pas l’objet d’une procédure collective (redressement ou liquidation judiciaire).
* Atteste que, ni moi ni aucune personne contribuant au projet susmentionné n’entretenons de liens d’intérêt avec les destinataires de la présente demande ou, le cas échéant, qu’une procédure de déport a été mise en place et signalée à l’OFB.
* Certifie sur l’honneur l’exactitude des renseignements fournis, que les informations ou données portées dans la demande, notamment celles relatives aux demandes de subventions déposées auprès d’autres financeurs publics ainsi que, le cas échéant, l’approbation du budget par les instances statutaires, sont exactes et sincères.
* Atteste que l'opération pour laquelle l'aide est sollicitée est conforme avec la réglementation et qu’elle ne conduit pas à la nécessité d’une mise en conformité dans le cadre de normes obligatoires.
* Pour les associations uniquement : atteste souscrire au contrat d’engagement républicain annexé au décret pris pour l’application de l’article 10-2 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000.
* Atteste avoir pris connaissance de l’ensemble du présent document et de l’exactitude des informations transmises à l’OFB.

J’ai bien noté que la demande ne sera examinée que si tous les documents et renseignements demandés sont fournis.

A .........., le ..........

**Le demandeur** (*signature et cachet*)



**ANNEXE 1 – Liste des pièces à fournir**

**Le dossier de demande de financement sera considéré comme complet lorsque toutes les pièces listées ci-dessous auront été reçues :**

La présente attestation générale

La fiche projet (description technique du projet conduit)

La fiche financière (budget du projet)

Le RIB du Bénéficiaire à la même adresse que la fiche SIRENE

La fiche SIRENE (datant de moins de 3 mois)

**Cas particuliers :**

Si le critère d’activité économique est retenu ou si demandé par l’OFB (en dehors de l’hypothèse ou un régime d’aide exempté a pu être identifié) : attestation *« de minimis »* (disponible à la suite de l’attestation d’activité économique, en partie 4)

Si le projet est porté par plusieurs partenaires : mandats des partenaires qui bénéficient d’une quote-part de la subvention (disponible en Annexe 2). S’il y a plusieurs partenaires, chacun d’entre eux devra remplir un mandat et fournir l’ensembles des pièces listées (hors RIB)

**En complément, pour les associations :**

Le formulaire CERFA 12156\*06 (hors partie 6 remplacée par la fiche projet et la fiche financière)

La liste des membres du Conseil d’Administration

Les comptes approuvés du dernier exercice clos

Le dernier rapport annuel d’activité approuvé

Le dernier rapport du commissaire aux comptes, le cas échéant

La copie des statuts de l’organisme

En cas de valorisation du temps de bénévolat uniquement : la méthode de comptabilisation de la valorisation monétaire dans les comptes annuels conformément au règlement de l’Autorité des normes comptables n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, ainsi que les modalités de programmation et de suivi de la valorisation du temps de bénévolat.

**En complément, pour les collectivités territoriales et leurs groupements :**

La délibération de l’instance délibérante autorisant le représentant de la structure à solliciter un financement

**En complément, pour les entreprises :**

Le bilan et le compte de résultat du dernier exercice clos

Un extrait Kbis de moins de trois mois

Si non immatriculée en France : numéro de TVA intracommunautaire

Ainsi que toutes autres pièces prévues par les lois et les règlements ou demandées par l’OFB.

**ANNEXE 2 – Projet présenté par plusieurs partenaires**

Dans le cas d’un projet présenté par plusieurs partenaires, un mandat de représentation doit être rempli **pour chacun des partenaires bénéficiant d’une quote-part du projet**, puis signé par le partenaire considéré comme le porteur du projet. Le mandat est disponible page suivante.

Chacun des partenaires devra fournir l’ensemble des pièces demandées en fonction de son statut (sauf le RIB : nous n’avons besoin que de celui du partenaire porteur du projet).

Enfin, il faudra remplir une fiche financière spécifique :

* Fiche financière 5 bénéficiaires s’il y a moins de 5 bénéficiaires ;
* Fiche financière 20 bénéficiaires s’il y a entre 6 et 20 bénéficiaires ;
* À la demande s’il y a plus de 20 bénéficiaires.

**Mandat et engagement**

Je certifie (NOM, Prénom, Qualité) : ..........

Représentant légal de la structure : Nom structure partenaire

N° SIRET : ..........

Adresse du siège : ..........

Nom du projet : Nom du projet

Structure mandatée : Nom structure mandatée

Participant à la réalisation du projet Nom du projet en tant que partenaire,

Reconnaît par la présente avoir désigné Nom structure mandatée comme mandataire, qui accepte d’une part, de la représenter auprès de l’OFB, dans le cadre de la convention de subvention portant sur la réalisation du projet Nom du projet et d’autre part de percevoir de l’OFB l’ensemble de la subvention et de la reverser à Nom structure partenaire en fonction de sa quote-part, conformément aux modalités techniques et financières jointes en annexes à la convention précitée.

De ce fait, le mandataire Nom structure mandatée ainsi désigné est chargé :

* de l’information de Nom structure partenaire du contenu de la convention précitée ainsi que de ses avenants éventuels ;
* de la représentation de Nom structure partenaire vis-à-vis de l’OFB ;
* de la diffusion à Nom structure partenaire dans un délai raisonnable pour le bon déroulement du projet concerné, de toutes correspondances de l’OFB ;
* de transmettre à l’OFB, dans ce même délai, tous documents sous quelle que forme que ce soit, émanant de Nom structure partenaire et notamment les différents rapports prévus ainsi que l’ensemble des états récapitulatifs certifiés conformes par la personne habilitée à engager Nom structure partenaire (chef d’établissement, chef comptable) et des pièces justificatives ;
* de verser à Nom structure partenaire la quote-part de la subvention de l’OFB conformément à la répartition définie d’un commun accord, soit .......... € selon les modalités prévues à cet effet.

De ce fait, le partenaire Nom structure partenaire :

* Déclare avoir pris connaissance du montant de l'aide accordée à chaque partenaire pour la réalisation dudit projet ;
* Donne mandat pour agir en son nom et à son compte à Nom structure mandatée , désigné comme porteur du projet, pour solliciter et percevoir de l'OFB le soutien financier afférent au projet susvisé ;
* Déclare être informé des conditions d'utilisation de l'aide qu’il est susceptible de recevoir de l'OFB par l'intermédiaire de Nom structure mandatée ;
* S'engage à fournir à Nom structure mandatée toutes les pièces nécessaires pour justifier de la bonne utilisation de l'aide allouée (justificatifs de toutes les dépenses liées à la réalisation effective du projet) ;
* Déclare que le versement de la subvention accordée par l'OFB est libératoire au profit de Nom structure mandatée ;
* S'engage à reverser à l'OFB les aides qu'il aurait reçues par l'intermédiaire de Nom structure mandatée en cas de trop perçu ou de non-respect de ses obligations contractuelles notamment dans le cadre de ses relations avec l'ensemble des partenaires réalisant le projet.

Le présent mandat aura une durée identique à la convention de subvention et ses éventuels avenants qui seront conclus entre l’OFB et le mandataire.

A .........., le ..........

**Le Mandataire** (*signature et cachet*)



A .........., le ..........

**Le Partenaire** (*signature et cachet)*



1. *Le terme « de minimis » désigne une aide d'État versée par tout organisme public en dehors de tout régime d'aide notifié à la Commission européenne ou en dehors de tout régime-cadre exempté. Les aides « de minimis » sont qualifiées comme telles dans la convention ou la décision d’attribution de l’aide.* ***Le montant total des aides de minimis, octroyées à une même entreprise ne peut excéder 300.000 euros sur la période des 3 derniers exercices fiscaux*** *conformément au* ***Règlement (UE) 2023/2831 de la Commission du 13 décembre 2023 relatif à l’application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l’Union européenne aux aides de minimis.*** *À noter l’application également possible des règlements de minimis sectoriels spécifiques selon la nature du projet subventionné (règlements de minimis agricole ou pêche/aquaculture) ou SIEG avec des plafonds spécifiques à respecter.* [↑](#footnote-ref-1)
2. *Document disponible sous :* *https://www.ofb.gouv.fr/documentation/programme-dintervention-2023-2025* [↑](#footnote-ref-2)